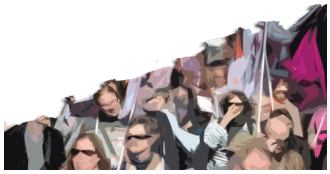
La force de toutes et tous les agent·es de la DGFiP



Comité Technique Local 17 novembre 2020

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

SOLIDAIRES Finances Publiques 62 réaffirme sa revendication d'abandon du NRP.

En cette nouvelle période de confinement, il s'agit plus de restrictions de se divertir, de se rencontrer ou de se déplacer qu'un confinement proprement dit, les agent·es des Finances Publiques sont toutes et tous sur le pont pour réaliser les missions de service public.

Comme au printemps, les agent·es des Finances Publiques participent aux payes des hospitalier·ères, soutiennent les entreprises, distribuent les bons de secours et surtout continuent TOUTES les missions.

Diable ! Le gouvernement, la ministre de la Fonction Publique, Amélie de Montchalin, le ministre délégué chargé des Comptes Publics, Olivier Dussopt, le DG, Jérôme Fournel et vous même, Claude GIRAULT, directeur départemental, n'avez aucune reconnaissance pour les agent·es !

Vous continuez le massacre de notre administration !

Après le vol des congés, la prime de la discorde, le retour du jour de carence, même encore maintenant lors de cette crise sanitaire, le rouleau compresseur continue de saborder nos missions et nos emplois.

Pire, vous vous appuyez sur un guide managériale en classant d'un côté les allié·es, de l'autre les opposant·es pour essayer de faire avaler votre NRP.

SOLIDAIRES Finances Publiques a longtemps réclamé un moratoire sur nos missions, il aurait été opportun de le faire, pour ensuite répartir équitablement le télé-travail et ainsi éviter des tensions qui se crééent entre télé-travailleur·ses et agent·es en présentiel, également entre services sur le sujet du déploiement du matériel.

SOLIDAIRES Finances Publiques 62 vous avait demandé lors du CTL du 16 octobre : « êtes-vous prêt en cas de nouveau confinement ? », un mois après, nous remarquons que NON !

SOLIDAIRES Finances Publiques 62 n'acceptera pas de vous entendre rejeter la faute sur les collègues. Vous n'avez de cesse de nous indiquer que certain·es agent·es demandent le télé-travail pour ensuite le refuser, c'est d'abord la faute de VOTRE communication, de VOTRE redéploiement. C'est également parce que, pendant le premier confinement, les télé-travailleur·ses se sont vu retirer des congès et auraient pu en perdre plus si leur responsable estimait qu'ils n'avaient peut-être pas participé totalement aux missions. Ne pas faire confiance aux agent·es télé-travaillant ou les considérer comme des « bouche-trous » en cas de campagne IR ne leur donne pas envie de se lancer dans l'expérience.

Nous attendons d'avoir les tableaux précis sur la répartition des collègues dans la priorité 1 (collègues vulnérables), priorité 2 (collègues sur des missions PCA volontaire pour télé-travailler), priorité 3 (les autres). Nous souhaitons aussi connaître le nombre de refus et le nombre de collègues restant à équiper.

Interpénétrer la campagne de télé-travail classique et la campagne de télé-travail COVID envoie un message peu clair aux collègues, peuvent-ils·elles demander le télé-travail juste pour cette période sanitaire ? Jusqu'à quelle date peuvent-ils·elles demander le télé-travail classique ? Beaucoup, beaucoup de questions et des réponses floues.

Pour répondre à ce nouveau confinement, vous allez vous appuyer sur les préconisations du retour d'expérience sur la crise sanitaire au COVID-19, pensez-vous vraiment « qu'imposer aux agent·es de rentrer en contact immédiatement avec leur responsable en cas de crise », va permettre une meilleure gestion du personnel et des missions ?

Diable, soyons Solidaires et changeons notre société !

Cette crise va engendrer chômage, fermetures d'entreprises, précarité, stress et morosité alors donnons les moyens aux services publics : renforcement des effectifs et non par l'embauche de contractuel·les, arrêtons le tout démat' (surtout quand les contribuables ne peuvent pas payer dans nos SIP à cause d'une bande passante du terminal de carte bancaire utilisée par les visios), accueillons le public.

Au lieu de çà, vous continuez la fusion des secteurs, réorganisez les horaires des SPF-E, fermez les trésoreries car vous n'avez plus les moyens humains, Mais réclamez-les !!!

Vous pensez que la création d'un Centre de contact à Lens va être un appel d'air, avec seulement 25 ou 30 emplois ? un mensonge, jamais ce nouveau service ne permettra un retour massif de collègues dans notre département.

Et le transfert de la TICPE, transféré des Douanes aux Finances Publiques ne permettra pas non plus la création de postes, on démantèle les Douanes comme les Finances Publiques.

Les réunions ont été stoppées, les réflexions techniques et métiers n'ont pas repris et la DG s'entête à continuer le NRP !

SOLIDAIRES Finances Publiques 62 vous demande : « êtes-vous prêt pour la création des SGC ? Êtes-vous prêt pour les CDL ? Êtes-vous prêt pour les accueils de proximité ? »

Au vu des documents transmis, bien sûr que NON. Sur ces documents, les mêmes questions qu'aux groupes de travail et toujours aucune réponse.

Est-ce qu'un service de grande taille comme un SGC permettra aux collègues de mieux s'épanouir ?

Qui sera responsable des conseils délivrés aux collectivités ? L'encadrant du SCG ou le CDL ?

Vous allez faire vivre un enfer aux collègues.

Monsieur le Président, vous pouvez laisser sous-entendre que **SOLIDAIRES Finances Publiques 62** vous exaspère avec sa revendication d'un nouveau monde, solidaire, social, écologiste et féministe ou vous exaspère quand **SOLIDAIRES Finances Publiques 62** envisage des visites de sites MAIS c'est NOUS, qui sommes en colère !

Nous sommes responsables et nos visites de site respecteront les gestes barrières, vous n'avez pas le droit d'essayer de nous restreindre.

Appelez-nous si vous voulez, diablesses ou diables, opposant·es, peu importe, **SOLIDAIRES Finances Publiques 62** continuera sans relâche de défendre les agent·es.

SOLIDAIRES Finances Publiques 62 vous rappelle que le 25 novembre est la journée de lutte contre les violences faites aux femmes. Au 12 novembre 2020, il y a eu 82 féminicides depuis le début de l'année.

Alors que le confinement engendre une forte augmentation des signalements, **SOLIDAIRES Finances Publiques 62** vous demande l'affichage du numéro d'appel d'urgence 3919 sur chaque site, vous demande de lancer des formations spécifiques et vous demande une campagne d'information sur les violences sexistes et sexuelles envers tous·tes les collègues de la DDFiP62

Changer la société, une société SOLIDAIRE, parce que c'est NOTRE projet.

Vos élu-es **SOLIDAIRES Finances Publiques 62**

Catherine VERDAUX, Nadège BOTTE, titulaires

Pascal PEIREIRA, Céline VANDEN-BROECK, suppléant·es

Wilfried GLAVIEUX, expert